

## Politique fiscale

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 9 décembre 1999)  
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (10 décembre 1999)

### **Introduction**

En raison de la mise en place de l'Union Monétaire Européenne, la transparence et la concurrence se sont intensifiés non seulement entre les entreprises et institutions financières mais aussi entre les gouvernements, désireux de maintenir l'assiette de leurs revenus fiscaux dans le cadre des principes communautaires de cohésion.

La Ligue Européenne se doit de défendre la discipline budgétaire des gouvernements nécessaire à la consolidation de la monnaie commune et une coordination des politiques fiscales menant à une réduction de la charge pesant sur les entreprises et les particuliers.

La Ligue Européenne souhaiterait défendre dans le dossier de la politique fiscale de l'UE les principes suivants:

La Ligue Européenne entend affirmer que la compétition de l'UE dans le monde nécessite une position fiscale concurrentielle. L'Union doit se garder de s'imposer des limites qui diminueraient son attractivité vis-à-vis des investisseurs extérieurs. A l'intérieur de l'Union, s'il y a lieu de veiller à l'harmonisation ou la coordination des politiques fiscales des pays membres, la Ligue Européenne insiste pour que cette action mène à la réduction des charges fiscales sur les entreprises et les particuliers, maintenant et renforçant la position compétitive des acteurs économiques – entreprises et particuliers – au sein de l'Union. Il existe certains domaines fiscaux où la concurrence pure mène à des pratiques fiscales inéquitables et à d'excessives distorsions à l'intérieur du marché commun portant par là préjudice à l'assiette fiscale des autres pays partenaires.

### **I. Fiscalité des particuliers**

La Ligue Européenne de Coopération Économique souhaite, à l'occasion du débat sur la coordination fiscale de l'épargne, affirmer que l'objectif à terme devrait être de protéger l'épargne et d'assurer qu'elle puisse s'investir indifféremment sur l'ensemble de l'U.E. mais en payant ses impôts sur les valeurs mobilières dans le pays de résidence de l'épargnant. De cette manière le problème réel des paradis fiscaux au sein de l'Union viendrait à disparaître.

Pour arriver progressivement à cet objectif il y a lieu tout d'abord de fixer les éléments principaux qui devraient inspirer la future politique fiscale de l'épargne des particuliers.

C'est ainsi que devraient être retenus les principes suivants:

- ◇ les divergences de fiscalité sur les revenus du travail et les revenus des capitaux devraient être progressivement réduites, ce qui entraînerait, dans les pays où ceci serait justifié, une baisse de la taxe sur les revenus du travail et un renforcement de la fiscalité des revenus des capitaux. Ceci devrait être fait dans l'ensemble des pays de l'Union pour éviter l'évasion fiscale entre les pays de l'Union
- ◇ l'ensemble des citoyens devraient être appelés à participer au paiement de l'impôt, ceci afin d'assurer une solidarité et non une opposition dans ce domaine

- ◇ la nouvelle fiscalité des revenus ne devrait pas privilégier l'un ou l'autre: revenus fixes ou revenus variables
- ◇ la taxation des dividendes et intérêts dans les autres pays membres devrait être déductible dans le pays de résidence de l'épargnant
- ◇ l'épargne populaire devrait être orientée de préférence vers la constitution de fonds de pension assurant dans une Europe en vieillissement démographique des revenus complémentaires à la pension légale; les facilités fiscales assurées à l'épargne (carnet d'épargne, etc.) seraient appelées à disparaître progressivement au profit de régimes fiscaux favorables qui seraient assurés aux fonds de pension
- ◇ le secret bancaire est lié au régime des droits de succession et d'impôt sur la fortune. Une plus grande transparence ne pourra être obtenue que par la progressive harmonisation et réduction de ces droits directs et indirects lorsque ceux-ci paraissent excessifs
- ◇ une telle politique fiscale de l'Union devrait se situer dans le cadre d'un effort des principaux partenaires de l'Union (pays tiers) dans le cadre de l'économie mondiale.

Consciente que ces objectifs doivent être obtenus à terme pour réaliser l'harmonisation, la Ligue Européenne pourrait défendre qu'une première étape pourrait être réalisée en introduisant selon la proposition de la Commission (proposition Monti) un précompte sur les revenus des capitaux - par exemple 15% maximum - dans l'ensemble des pays de l'Union pour les capitaux détenus par des particuliers résidents de l'U.E.

Le problème des euro-bonds pourrait être résolu par un régime particulier pour les institutions et les ressortissants des pays tiers.

## **II. Fiscalité des entreprises**

En ce qui concerne la fiscalité des entreprises le Conseil Central de la Ligue Européenne s'est montré préoccupé de la charge et des écarts excessifs des fiscalités dans certains pays ainsi que de l'effet néfaste des doubles impositions. Il souhaite que chaque Etat prenne les mesures appropriées pour remédier à ces Divergences.

Par ailleurs, afin d'éviter l'existence de pratiques discriminatoires, le Conseil Central prend bonne note des efforts en cours pour la mise en application du code de bonne conduite décidé par la réunion ECOFIN du 1er décembre 97.

La Ligue souligne que la diversité des régimes fiscaux pénalise les entreprises ayant des activités dans les différents pays et souhaite qu'une approche globale soit mise à l'étude. De plus, l'adaptation souhaitable d'un statut de société européenne rendrait opportune la mise en place d'un régime fiscal adéquat.

- - - - -